

## MOBILISÉ.ES CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES À ORANGE

*Nous vous invitons à une conférence de presse le 1er juin 2023 à 13h devant Orange, 6 place d'Alleray PARIS 15e.*

*Celle-ci précédera l'ouverture d'un Comité Social et Économique Central dédié à un projet de Plan de Départ Volontaire pour les salarié-es de la direction SCE (Services Communication Entreprises) après l'échec des négociations d'un accord de Rupture Conventionnelle Collective.*

Communiqué de presse

31/05/2023

### - Une stratégie de démantèlement de l'entreprise

Depuis un an, la nouvelle direction du groupe se montre très agressive envers le personnel et ses instances représentatives. Elle fait passer au pas de charge cessions, réorganisations et compression des effectifs. Son projet de plan social est une première chez Orange qui, jusque-là, se reposait pour réduire ses effectifs sur des départs massifs à la retraite non compensés par les embauches (31500 emplois supprimés sous Stéphane Richard...).

### - Un mépris total de la main d'œuvre qu'elle sous-traite

La direction se défausse de ses responsabilités d'employeur concernant les conditions de travail : le groupe exploite des dizaines de milliers de travailleurs dans une chaîne de sous-traitance en cascade (voir dans l'émission Complément d'enquête diffusée le 20 avril, la fuite dédaigneuse de Christel Heydemann face à la journaliste qui l'interpellait sur la mort par électrocution d'un jeune auto-entrepreneur intervenu pour le compte d'Orange). Ces manœuvres dramatiques et court-termistes ont pour seul but de gaver des actionnaires insatiables.

### - les instances représentatives du personnel bafouées

La direction a aussi pris la fâcheuse habitude de ponctuer les séances du CSEC (Comité Social et Économique Central) par des menaces et du chantage, notamment sur les droits des salarié.es. De plus, elle ignore délibérément les revendications et les alertes des représentant.es du personnel.

### - Une rémunération variable basée sur la performance sociale, mais la direction se gave encore

Tandis que l'augmentation salariale décrétée par les négociations obligatoires annuelles 2023 n'est que de 4%, et donc nettement inférieure à l'inflation, Christel Heydemann s'est faite octroyer une augmentation de 70% par rapport au salaire de son prédécesseur. Quant à la réforme des retraites, elle et Jacques Aschenbroich, le président du conseil d'administration d'Orange, n'en ont cure, puisqu'une retraite complémentaire a été mise en place spécialement pour eux. Le lendemain de l'AG des actionnaires du 23 mai, face à tant d'indécence et suite à une tentative d'entrave au bon fonctionnement de l'instance, la délégation SUD décida de quitter la séance du CSEC. En effet, la direction a cherché à passer outre l'avis des élu.es pour imposer son projet concernant la prime variable commerciale des agences PRO et PME.

### - Un plan de départ "volontaire" sous la contrainte

Un avenir vers ailleurs est promis à 669 collègues de la division SCE (Services Communications Entreprises). Nous avons déjà connu ce type de contexte délétère où une direction d'Orange met tout en œuvre pour dégrader les conditions de travail et pousser ainsi le personnel vers la sortie. Nous rappelons que le jugement du 30 septembre 2022 a condamné en appel la direction Lombard pour harcèlement moral institutionnel et fait jurisprudence. SUD mettra tout en œuvre pour s'opposer à une nouvelle casse de l'emploi et des conditions de travail.

Contacts :

Freddy Bruneel 0671214423

Sylvain Grastek 0680411162

Loïc Cariou 0648644270



FÉDÉRATION DES ACTIVITÉS POSTALES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

[www.sudptt.org](http://www.sudptt.org)

25-27 rue des Envierges 75020 Paris  
[sudptt@sudptt.fr](mailto:sudptt@sudptt.fr) 01 44 62 12 00